

Réponse de Storengy à la consultation publique N°2019-006 du 27 mars 2019 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Storengy donne son accord pour que la présente réponse soit publiée par la CRE

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1^{er} octobre de chaque année ?

Storengy France y est favorable.

En effet, un tel calendrier permet de conserver la cohérence entre les calendriers transport et stockage.

Un expéditeur souscrivant du stockage aura ainsi un terme fixe aux PITS sur toute l'année de stockage, ce qui facilitera sa gestion des souscriptions.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

Storengy France rappelle que les stockages de gaz permettent :

- de réduire le besoin en investissement dans le réseau de gaz en optimisant le dimensionnement des infrastructures d'importation et de transport, de par l'injection de gaz en été et le soutirage en hiver (**valeur système**) ;
- de sécuriser les approvisionnements en cas de défaillance d'approvisionnement ou de froid exceptionnel (**valeur assurantielle**) ;
- d'apporter la flexibilité indispensable aux mécanismes d'ajustement entre l'offre et la demande gazière (**valeur marché**).

L'ensemble des revenus des opérateurs d'infrastructures tiré de la commercialisation par enchères des capacités de stockage (stockeurs pour les capacités de stockage et transporteurs pour les PITS) permet de refléter la valeur marché des stockages, mais uniquement celle-ci.

Le principe de la réforme ATS qui a été mise en œuvre en 2018 est de permettre la couverture de la valeur des composantes systémiques et de la valeur assurantielle par les revenus additionnels collectés par les gestionnaires d'infrastructures de transport au moyen du terme tarifaire complémentaire de « compensation stockage » : ces composantes bénéficient à tous les utilisateurs du réseau de transport, et sont indispensables au bon fonctionnement du système gazier (réseaux régionaux et principal).

À ce titre, il s'agit certes d'un service rendu complémentaire, mais qui ne répond pas à la définition de service « annexe » tel que le mentionne le texte de la consultation publique en page 18, dans le sens où il ne s'agit pas d'un service rendu par les GRT sur le réseau régional.

Storengy France suggère en conséquence deux possibilités :

- (1) définir une nouvelle catégorie intitulée services de complément stockage, ou services de continuité de prestation, qui serait cohérente avec le périmètre de compensation actuel et ses évolutions éventuelles (cf. question 23),
ou
- (2) redéfinir la catégorie des services « annexes » en ne réduisant pas sa définition aux services rendus sur le réseau régional.

Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

Storengy France considère que l'ensemble de la filière gaz française bénéficierait de l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché français.

Les termes tarifaires s'appliquant aux entrées du réseau étant des freins pour inciter à l'arrivée de nouveaux entrants, Storengy France est favorable à une contribution tarifaire plus faible des termes d'entrée du réseau principal.

Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

Storengy France estime que les tarifs au PITS constituent un prix de réserve implicite pour les capacités de stockages mises aux enchères, et que des tarifs nuls aux PITS bénéficieraient à l'ensemble du marché.

En effet :

- Les coûts supportés par les expéditeurs aux PITS sont directement répercutés sur les prix de vente de capacité de stockage. Ainsi, la suppression des termes tarifaires aux PITS aurait pour conséquence immédiate une hausse des recettes d'enchères d'un montant identique : toute la valeur marché du stockage se retrouverait dans les recettes d'enchères, engendrant une hausse de ces recettes d'environ 47 M€ chaque année, **et donc une baisse de la compensation stockage de l'ordre de 7 %**.
- En vertu du principe selon lequel les tarifs doivent refléter les coûts nets, les tarifs aux PITS devraient effectivement être nuls, étant donné que les stockages induisent des coûts faibles et des bénéfices considérables pour le réseau de transport en termes de coûts évités (réduction des investissements) mais aussi en termes de réduction des frais d'exploitation des GRT et de sécurité d'approvisionnement.
- Enfin, la suppression des coûts aux PITS permettrait **de diminuer les risques de capacités de stockage invendues, et donc d'activation du filet de sécurité**. En effet, Storengy France estime qu'en cas de spread été / hiver inférieur à 0,5 €/MWh les risques d'invendus sont réels.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

Storengy France est favorable au maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval. En effet, inclure les points amonts dans l'apurement du CRCP entraînerait des incertitudes sur le montant exact des termes amonts jusqu'à trois mois avant le début de leur application.

Dans le cas des enchères de Stockage, les participants diminueraient leurs « bids » d'une brique de risque visant à couvrir cette incertitude, ce qui serait une perte de recettes pour le système gazier et aurait impact à la hausse sur la compensation stockage.

Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

Storengy France indique que la sécurité d'approvisionnement apportée par le stockage, et rémunérée via la compensation stockage, bénéficie à l'ensemble du système gazier (cf. réponse à la question 4 relative à la classification de la compensation stockage).

Storengy France considère qu'une modification de périmètre de la compensation stockage doit prendre en compte l'impact économique sur le consommateur et son fournisseur et faire l'objet d'un délai de mise en œuvre suffisant afin de leur permettre de s'organiser, en particulier dans le cas de la mise en place d'un mécanisme d'interruptibilité.

Storengy France n'a pas de vision sur l'impact économique d'une extension du périmètre aux consommateurs raccordés au réseau de transport principal. Néanmoins, comme énoncé dans sa réponse à la question 7, Storengy France rappelle que l'annulation des coûts aux PITS aurait pour conséquence immédiate une baisse de la compensation stockage de l'ordre de 8 %, ce qui représente un impact comparable à celui de l'élargissement du périmètre de compensation.

Par ailleurs, Storengy France considère que tout mécanisme d'interruptibilité fait peser un risque sur la sécurité d'approvisionnement (car la réalité de l'interruptibilité des consommateurs dits interruptibles n'a pas été prouvée par le passé en cas de crise d'approvisionnement).

Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Storengy France y est favorable, afin que le développement de la filière biométhane se fasse à un coût optimisé.